

[20 juin 1957] (p. 2803); Art. 15 : *Amendement de M. Lacaze tendant à donner la qualité d'officier de police judiciaire aux assistantes de police* [25 juin 1957] (p. 2963); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom, en qualité de *Rapporteur pour avis : Conditions indispensables pour que la France puisse entrer dans le marché commun ; réalisation du pool de l'énergie ; établissement d'une convention collective européenne* [3 juillet 1957] (p. 3208, 3209); — du projet de loi relatif aux élections aux assemblées territoriales, aux conseils généraux et aux conseils municipaux d'Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jarrosson tendant à surseoir à la discussion de ce projet tant que ne sera pas fixé le nombre des territoires, celui des circonscriptions et leurs limites géographiques* [27 novembre 1957] (p. 5004); — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Amendement de M. Julian (Reversement de l'augmentation de l'indemnité parlementaire au fonds national vieillesse)* [27 décembre 1957] (p. 5610); — en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer à six mois le temps de présence des travailleurs dans une entreprise pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un mois de délai-congé* [7 février 1958] (p. 608, 609, 610). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux P.T.T. une question orale relative à l'achat à l'étranger de matériel pour le service des chèques postaux [14 février 1958] (p. 771, 772). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [31 juillet 1956] (p. 3740), [17 septembre 1957] (p. 4090), [28 octobre 1957] (p. 4581), [5 décembre 1957] (p. 5149). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641), [31 juillet 1956] (p. 3740), [17 septembre 1957] (p. 4090), [28 octobre 1957] (p. 4581), [5 décembre 1957] (p. 5149).

**GAVINI (M. Jacques)**, *Député la Corse*  
(I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161) [4 octobre 1957] (p. 4503).

### Dépôts :

Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 1162. — Le 7 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit destiné à permettre l'indemnisation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des incendies qui ont sévi en Corse pendant l'été 1957, notamment dans la Balagne, et à faire face à la situation créée par les incendies dans ce département, n° 5873.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Développement de nos ports maritimes dans le cadre du marché commun* [3 juillet 1957] (p. 3196). = S'excuse de son absence [5 mai 1956] (p. 1798), [20 juin 1956] (p. 2772), [28 octobre 1957] (p. 4581). = Obtient des congés [5 mai 1956] (p. 1798), [20 juin 1956] (p. 2772), [28 octobre 1957] (p. 4581).

**GAYRARD (M. André)**, *Député de la Seine*  
(2<sup>e</sup> circonscription) (U. F. F.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 175). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160); de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'intérieur [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est nommé juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798). — Est désigné par la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement, et des pétitions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du

Comité consultatif constitutionnel [22 juillet 1958] (*J. O.* du 23 juillet 1958, p. 6843).

### Dépôts :

Le 14 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à cinq jours la semaine de travail dans les administrations en raison de la pénurie de carburant, n° 3560. — Le 22 janvier 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le paragraphe 4 de l'article 30 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif à l'expertise judiciaire concernant le renouvellement des baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 6380. — Le 18 mars 1958, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 3 et 6 de la Constitution, en vue de permettre au peuple français d'être consulté par voie de référendum sur le mode d'élection de ses députés à l'Assemblée Nationale et d'exprimer ses vœux et doléances sur la forme des institutions qu'il entend se donner par convocation des Etats Généraux, n° 6913. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à la suppression de la taxe de 600 fr. par salarié imposée aux employeurs en faveur de la R. A. T. P. et à son remplacement par une prime de même importance venant compléter celle de transport déjà accordée et versée aux salariés, n° 7114.

### Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Complicité bienveillante du président vis-à-vis de la gauche* [16 février 1956] (p. 319); est rappelé à l'ordre (p. 320). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Question préalable de M. Coste-Floret : mise en circulation des cahiers de doléances; élargissement du principe du référendum* [29 février 1956] (p. 583, 584); — des conclusions du rapport supplémentaire du 4<sup>e</sup> bureau relatif aux élections électorales du département d'Indre-et-Loire : *Amendement de M. Temple (vacance du siège contesté)* [7 mars 1956] (p. 728); *Son amendement (validation de M. Constantin par cooptation)* [14 mars 1956] (p. 920, 921); *validation de M. Souquès* [21 mars 1956] (p. 1119). — Est entendu sur le

procès-verbal : *Vérification des élections d'Indre-et-Loire; protestations contre l'invalidation de M. Cottet* [15 mars 1956] (p. 933, 934). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique générale du Gouvernement [29 mai 1956] (p. 2065); la développe : *Nécessité de discuter rapidement de la réforme des institutions* [31 mai 1956] (p. 2184); *Son ordre du jour rendant hommage aux soldats rappelés en Afrique du Nord et approuvant l'action de MM. Lacoste, Bourgès-Maunoury et Lejeune* [2 juin 1956] (p. 2284); — relative aux mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme aux brutalités policières dans la répression de certaines manifestations (incident de Pas-en-Artois) [22 juin 1956] (p. 2900). — Est entendu sur une question orale : de M. Bouyer relative aux tragiques événements de Moutiers [22 juin 1956] (p. 2905, 2056); — de M. Le Pen sur le pourcentage des insoumis parmi les rappelés [6 juillet 1956] (p. 3309); — de M. Bouyer relative à la prétendue existence de maquis de disponibles réfractaires [6 juillet 1956] (p. 3312). — Prend part à la discussion : sur une question orale de M. Damasio relative à la situation fiscale des commissionnaires en fleurs des Halles de Paris [1<sup>er</sup> février 1957] (p. 478); — sur la présentation du Gouvernement Bourgès-Maunoury : *Ses observations sur la complexité des problèmes nés de la crise; un programme de salut public; la non-intervention de l'étranger dans nos affaires intérieures; l'effet moral désastreux de l'atteinte à l'encaisse-or; nécessité d'une réforme fiscale; l'importance de l'agriculture dans le pays; le programme agricole allemand; la composition d'un « cabinet de vacances »* [12 juin 1957] (p. 2694, 2695); — du projet de loi portant assainissement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance : programme d'expansion économique; immixtion de l'Etat dans les affaires privées; réforme fiscale; amnistie fiscale* [24 juin 1957] (p. 2913, 2914, 2915); — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Isorni tendant à donner au Ministre résident en Algérie le pouvoir d'appliquer la loi de mars 1956 à la métropole* [17 juillet 1957]

(p. 3707); le retire (ibid.); Son amendement tendant à exclure des infractions visées à cet article, celles des articles 209 à 220 du Code pénal (p. 3711, 3712); Son amendement tendant à exclure des infractions visées à cet article, celles prévues à l'article 209 du Code pénal (p. 3713), Ses explications de vote sur la question de confiance : analyse des moyens mis à la disposition de l'exécutif; relative efficacité des pouvoirs spéciaux; sa demande d'une déclaration du Gouvernement [19 juillet 1957] (p. 3777, 3778); — sur les propositions de la Conférence des présidents [20 septembre 1957] (p. 4272); — sur une question orale posée par M. Damasio relative aux travaux entrepris dans l'immeuble affecté au service des poudres, boulevard Morland [27 décembre 1957] (p. 5603). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de la catastrophe qui s'est produite dans les usines Blanzly [21 janvier 1958] (p. 158). — Prend part à la discussion des propositions de la Conférence des présidents : *Catastrophe minière de Blanzly* [24 janvier 1958] (p. 244). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves remous provoqués dans l'armée à la suite des récentes promotions [31 janvier 1958] (p. 434); prend part à la discussion sur la fixation de la date de cette interpellation : *Malaise de l'armée à l'occasion des graves démissions qui se sont produites (général Guillaume, général Zeller, général de Bollardièrre et général Dufour); nécessité de faire régler le conflit par une commission d'enquête* [4 février 1958] (p. 500 à 502). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Aide apportée par la Tunisie au F. L. N.; massacre de Mèlouza* [11 février 1958] (p. 667); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la revision constitutionnelle : *Nécessité de la stabilité gouvernementale; réforme de la loi électorale; limitation des prérogatives de l'Assemblée en matière financière; limitation des attributions de l'Etat; respect des libertés locales et régionales; dispositions relatives à la question de confiance, à la motion de censure et à la procédure de dissolution; incompatibilité entre le mandat parlementaire et la fonction ministérielle; réforme du règlement de l'Assemblée Nationale* [18 février 1958] (p. 836 à 840); en deuxième délibération, Art. 6 : *Amdement de M. Anxionnaz subordonnant la mise en vigueur de la réforme constitutionnelle à l'abrogation de la loi électorale actuelle, au*

*vote définitif d'une nouvelle loi électorale et à la revision du règlement* [21 mars 1958] (p. 1854); sa motion préjudicielle tendant à surseoir au vote de l'ensemble de la revision de la Constitution tant qu'une réforme du règlement n'aura pas été votée (p. 1855); la retire (ibid.); ses explications de vote : *nécessité d'une réforme profonde comportant une procédure de dissolution automatique; hostilité des députés à toute réforme du règlement et du système électoral* (p. 1858, 1859); — sur les propositions de la Conférence des présidents [21 février 1958] (p. 954); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale : *Insuffisance de la lutte contre le terrorisme en métropole* [25 février 1958] (p. 1006, 1007); — d'une proposition de résolution sur l'institution d'un nouveau mode de scrutin : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi de toute discussion sur la proposition de résolution en raison de la violation de l'article 42 du règlement* [25 février 1958] (p. 1012); *procédure de dépannage dangereuse; respect du règlement* (p. 1013); *demande un scrutin* (p. 1014); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Nécessité d'une déclaration du Gouvernement sur les négociations des bons offices*) [21 mars 1958] (p. 1835). = S'excuse de son absence [16 mai 1958] (p. 2363). = Obtient un congé [16 mai 1958] (p. 2363).

**GAZIER (M. Albert)**, Député de la Seine  
(5<sup>e</sup>) (S.).

*Ministre des Affaires sociales*

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1<sup>er</sup> février 1956 au 13 juin 1957,

*Ministre des Affaires sociales*

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957,

*Ministre de l'Information*

(Remaniement du Cabinet Pierre PFLIMLIN)

du 17 mai 1958 au 1<sup>er</sup> juin 1958.

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier